

Unité départementale du Haut-Rhin  
DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT  
2 PLACE DU GENERAL DE GAULLE  
CS 71354  
68070 Mulhouse cedex 1

Mulhouse, le 06/05/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 13/04/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **CAC Ensisheim-Silo**

10 RUE LAVOISIER  
BP 1207  
68012 Colmar

Références : 0006700482\_2026-04-13\_CAC-Ensisheim\_SuivEch  
Code AIOT : 0006700482

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/04/2026 dans l'établissement CAC Ensisheim-Silo implanté 2 RUE D'UNGERSHEIM 68190 Ensisheim. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Suivi des échéances:**

- Contrôle des plans d'actions mis en place par l'exploitant, afin de répondre aux non-conformités constatées dans le cadre de la visite d'inspection du 3 avril 2025 (Action Nationale 2025 - Travaux par points chauds) ayant fait l'objet de demandes d'actions correctives formalisées dans le rapport de l'Inspection du 17 avril 2025.

#### **Référentiels utilisés:**

- Arrêté ministériel du 29 mars 2004 relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales et de grains,

- Arrêté ministériel du 04 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CAC Ensisheim-Silo
- 2 RUE D'UNGERSHEIM 68190 Ensisheim
- Code AIOT : 0006700482
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société CAC exploite sur son site de Ensisheim, un ensemble d'installations composées de silos à céréales, de stockages d'engrais et de produits phyto-sanitaires. L'installation est autorisée par arrêté préfectoral du 14 mars 1985.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Consignes d'exploitation et de sécurité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Sans objet
2	Signalisation à l'entrée des zones à risque	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Sans objet
3	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 11	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection n'a pas mis en évidence des non-conformités de l'exploitant au regard des prescriptions contrôlées.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Consignes d'exploitation et de sécurité**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
<b>Thème(s) :</b> Autre, Consignes d'exploitation et de sécurité
<b>Prescription contrôlée :</b>  « [...] L'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel [...] » Ces consignes d'exploitation précisent autant que besoin [...] l'obligation du « permis d'intervention » prévu à l'article 63 du présent arrêté pour les parties concernées de l'installation ; [...] L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin, l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf cas spécifique d'une intervention dûment encadrée par un permis d'intervention prévu à l'article 63.[...] »
<b>Constats :</b>  A l'occasion du contrôle initial du 3 avril 2025, l'Inspection avait constaté à l'accueil du silo (emplacement retenu par l'exploitant comme lieu fréquenté par le personnel), l'affichage des

consignes d'exploitation, relatives notamment à l'obligation d'établir un permis de feu en zone à risque d'incendie ou d'explosion mais l'absence d'affichage des consignes relatives à l'interdiction de fumer et d'amener du feu sous forme quelconque. Ces non-conformités avaient donné lieu à une demande d'action corrective.

Au cours du présent contrôle, l'Inspection a constaté à l'accueil du silo et sur le portail d'accès à l'installation, l'affichage effectif des consignes relatives aux interdictions de fumer et d'amener du feu sous une forme quelconque.

L'Inspection considère ainsi que l'exploitant a mis en œuvre les actions correctives afin de se conformer à la prescription initialement contrôlée.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 2 : Signalisation à l'entrée des zones à risque

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48

**Thème(s) :** Risques accidentels, Signalisation à l'entrée des zones à risque

### **Prescription contrôlée :**

« [...] La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones [...]. »

### **Constats :**

Au cours de la visite d'inspection du 3 avril 2025, la présente prescription avait été contrôlée par échantillonnage à l'entrée des zones à risque suivantes :

- l'accès au sous-sol de l'entrepôt (risque incendie) ;
- l'accès aux silos 1 et 2 comprenant les séchoirs S1 à S4 (risque incendie) ;
- l'accès au silo 3 ;
- l'accès au séchoir S5 ;
- Le transporteur à bande (TB2) situé dans le silo 2 et comportant une zone ATEX (risque explosif) Z22 ;
- L'aspirateur centralisé situé dans le silo 3, identifié comme zone ATEX Z21.

Il avait ainsi été constaté:

- l'absence de l'affichage de la nature exacte du risque aux entrées des zones à risque d'incendie inspectées ;
- l'absence d'affichage relatif au risque d'explosion à proximité immédiate de l'aspirateur centralisé du silo 3 ;
- l'absence d'affichage à l'entrée de certaines zones à risque incendie, des consignes rappelant l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque et d'établir un permis-feu en cas de travaux par point chaud.

Ces non-conformités avaient donné lieu à une demande d'actions correctives.

Au cours du présent contrôle sur site, l'Inspection a constaté à l'entrée des zones à risque d'incendie initialement contrôlées (accès au sous-sol de l'accueil, accès aux silos 1, 2 et 3 ainsi qu'aux séchoirs S1 à S5), la présence:

- d'un affichage mentionnant l'entrée dans une zone à risque d'incendie ;

- de l'affichage des consignes relatives à l'interdiction d'apporter une flamme nue, de fumer et l'obligation d'établir un permis de feu.

Au cours du contrôle du silo 3, l'Inspection a constaté que le défaut d'affichage du risque d'explosion à proximité de l'aspirateur centralisé perdurait. L'exploitant a toutefois transmis à l'Inspection suite à la visite, un document photographique justifiant de la mise en place d'un affichage mentionnant le risque d'explosion, sur le corps de l'aspirateur.

Au regard de ces éléments, l'Inspection considère que l'exploitant a mis en œuvre les actions correctives afin de se conformer à la prescription initialement contrôlée.

**Type de suites proposées :** Sans suite

### N° 3 : Moyens de lutte contre l'incendie

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 11

**Thème(s) :** Autre, Moyens de lutte contre l'incendie

**Prescription contrôlée :**

« L'établissement doit être pourvu en moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger.  
Les installations de protection contre l'incendie doivent être correctement entretenues et maintenues en bon état de marche. Elles doivent faire l'objet de vérifications périodiques.  
[...] »

**Constats :**

Le contrôle de l'Inspection s'est limité à la conformité des extincteurs aux dispositions de la présente prescription.

Dans le cadre du contrôle et à la demande de l'Inspection, l'exploitant a transmis son dernier rapport de vérification de ses extincteurs, daté du 24 février 2026.

Au cours de la visite des silos, l'Inspection a contrôlé par échantillonnage les extincteurs suivants :

- silo 1: extincteur n° 14 (extérieur du silo) ainsi que l'extincteur situé à proximité de l'armoire électrique principale située au rez-de-chaussée,
- silo 2: extincteur n° 30 (2ème étage) et extincteur n° 23 (rdc à proximité de l'armoire électrique principale),
- silo 3: extincteur n° 65 (2ème étage), 66 (3ème étage) ainsi que le n° 62 (RDC à proximité de l'armoire électrique principale située au rez-de-chaussée).

Il a été constaté à cette occasion que les extincteurs présents à proximité des armoires électriques sont des extincteurs CO2 et que les extincteurs présents à l'intérieur des silos sont des extincteurs à poudre (ABC) ou à eau avec additif (AB).

Au regard de ces éléments, l'Inspection considère que ces dispositifs d'extinction sont adaptés aux risques encourus.

Le dernier rapport de vérification transmis par l'exploitant fait mention de 80 extincteurs. Il a été constaté lors du contrôle, la présence d'extincteurs à chaque étage de chaque silo visité et que les extincteurs sont correctement répartis, notamment à proximité des accès à chaque étage.

Il a enfin été constaté que les extincteurs contrôlés étaient en bon état (contrôle visuel), facilement accessibles et portaient une étiquette de suivi des contrôles périodiques, faisant mention d'un dernier contrôle en février 2026.

Après analyse du dernier rapport de contrôle des extincteurs, daté du 24 février 2026, l'Inspection constate que sur les 80 extincteurs présents dans les silos :

- 60 ont été vérifiés dans le cadre de ce contrôle,
- 20 ont été remplacés lors de ce dernier contrôle,
- les dates d'intervention mentionnées dans le rapport sont compatibles avec les dates indiquées sur les étiquettes accolées aux extincteurs (février 2026).

Ces éléments n'appellent pas de remarques de la part de l'Inspection.

**Type de suites proposées :** Sans suite